

COMMUNIQUE DE LA LISTE UNITE ET RESISTANCE,

SOUTENUE PAR LE PARTI OUVRIER INDEPENDANT

Les résultats du premier tour du dimanche 23 mars 2014 à Aulnay l'ont confirmé : l'immense majorité de la population rejette la politique d'austérité du gouvernement Hollande - et de ceux qui le soutiennent- appliquant les exigences de l'Union européenne.

22.725 électeurs d'Aulnay - soit plus de la moitié - se sont abstenus ou ont voté blanc, particulièrement dans les quartiers populaires du canton Nord, où l'abstention s'élève jusqu'à 64.93 % !

La liste du maire PS sortant G. Segura, malgré le soutien de la section locale du PCF, est durement sanctionnée : avec 5910 voix et 26,6 %, il perd 3745 voix par rapport au premier tour de 2008 (- 18.20 %).

Nul ne saurait reprocher aux travailleurs, à la population, d'avoir refusé de voter pour ceux qui soutiennent la politique du gouvernement. Avec le pacte de responsabilité, celui-ci a décidé de faire cadeau de 30 milliards d'euros d'allocations familiales aux patrons et de tailler 50 milliards d'euros dans les dépenses publiques. Soit 6.5 milliards d'euros de coupes dans les dotations aux communes d'ici 2017 et 8 millions d'euros environ pour une ville comme Aulnay.

Comme le disait une étudiante de notre liste, "avec le cadeau de 30 milliards offerts aux patrons, c'est un million de vrais emplois que le gouvernement pourrait proposer aux jeunes dans l'enseignement, dans les hôpitaux ou les services municipaux." N'est-ce pas ce qu'attendent des millions de jeunes et leurs parents, devant l'angoisse de l'augmentation du chômage ?

Au lieu de cela, le gouvernement Hollande et le ministre Montebourg accompagnent les plans de licenciements et les fermetures d'usines comme PSA. G. Segura a relayé cette politique en prônant une illusoire "réindustrialisation" et en refusant d'exiger le maintien de l'activité automobile de PSA et de tous les emplois sur le site d'Aulnay.

Malgré la lettre ouverte au maire qui a reçu le soutien de 600 parents et enseignants contre la mise en place de la réforme dite "des nouveaux rythmes scolaires", G. Segura a décidé de la mettre en place à la prochaine rentrée. Pourtant, 2700 maires dans tout le pays refusent d'appliquer cette contre-réforme qui "territorialise" l'école.

Etonnant silence unanime de la part des 6 listes présentes (autres que la nôtre) sur la Métropole du Grand Paris. Et pourtant : au 1er janvier 2016, les 123 communes des départements 92, 93, 94 verront la quasi totalité de leurs prérogatives retirées et concentrées entre les mains d'un conseil de la métropole du Grand Paris.

Notre liste, Unité et résistance, a obtenu 284 voix et conforté le regroupement de travailleurs du public et du privé, de jeunes, de chômeurs. Nous proposons à tous de continuer à agir ensemble contre la politique du gouvernement et de l'Union européenne.

Défendre la démocratie communale, les services publics et les agents territoriaux

contre la Métropole du Grand Paris

Pour la préservation de la même école pour tous les enfants :

Non à l'application de la réforme des "rythmes scolaires" ! Non à la territorialisation de l'école !

Non à la hausse des loyers d'Aulnay Habitat !

Contre la politique d'austérité du gouvernement Hollande ! Non au pacte de responsabilité !

Pour la rupture avec l'Union européenne !

REUNION PUBLIQUE MERCREDI 16 AVRIL à 19h30

SALLE DUMONT (Près de la gare RER)